

Alain-Gérard Slama : « Sarkozy

Réquisitoire. L'historien Alain-Gérard Slama est considéré comme un intellectuel de droite. Il n'en juge pas moins avec sévérité le président de la République.

Le Point : Le résultat des élections européennes prouve-t-il que Nicolas Sarkozy a gagné son pari de « réformer la France » ?

Alain-Gérard Slama : Je ne vois pas qu'il y ait un quelconque pari de Sarkozy, mais un homme animé d'une extraordinaire volonté de puissance et qui s'en donne les moyens. Ce que les élections européennes ont confirmé, c'est que la véritable rupture est la sortie du politique. Or, dans le pays, on observe la persistance, au moins pour une forte minorité, de la demande de politique, autrement dit de démocratie. Cette demande explique le vote apparemment aberrant de 16 % des électeurs pour l'improbable troïka écolo.

Beaucoup de gens expliquent justement l'élection de Nicolas Sarkozy par sa volonté affichée de faire de la politique. Pas vous, donc ?

Je l'ai cru mais je n'y crois plus, bien au contraire. La politique repose sur une culture et sur des principes, sur l'affirmation et le choix de valeurs. Pour le chef de l'Etat, le seul critère qui vaille est l'efficacité. Il se comporte comme le président-directeur général d'une grande entreprise qui ne s'encombre pas de valeurs. Il travaille l'image, la communication et choisit ses collaborateurs en conséquence. On en a eu un exemple bien avant la crise avec le projet d'évaluation des ministres suivant les seuls critères de l'efficacité.

En ce cas, la gauche est-elle en mesure de réhabiliter le politique ?

Au contraire, c'est également de ce côté qu'il faut chercher les sources de son échec. La gauche, c'était d'abord le social traité comme du politique. Aujourd'hui, le politique est traité exclusivement à la lumière du social et il faut bien dire que cette approche recueille l'adhésion de presque toute la classe politique et d'une grande partie de l'opinion. De même que le catholicisme est, selon Marcel Gauchet, la religion de la sortie de la religion, je dirais que le triomphe de la « méthode social-démocrate », pour parler comme Michel Rocard, est la politique de la sortie du politique : primauté du

social, primauté de l'économie, primauté de l'efficacité. C'est précisément parce qu'il a ré-idéologisé l'enjeu écologique qui était dissous dans le consensualisme social dominant, et qu'il en a fait une ligne de fracture, que Cohn-Bendit a remporté un tel succès.

Il est paradoxal d'imputer cette destitution du politique à la social-démocratie. C'est tout de même le néolibéralisme triomphant qui a imposé l'idée qu'il n'y avait pas d'autre politique possible. Et pourtant, je maintiens que c'est le progrès de la social-démocratie et non la domination prétendue d'un discours néolibéral auquel la France a toujours été imperméable qui est en cause. Dans « L'angélisme exterminateur », je faisais remonter à la fin des années 80 ce processus qui correspond à la montée en puissance de l'expert par rapport à l'élu. Le fonctionnement de notre démocratie tend à être de moins en moins le reflet de visions du monde concurrentes sur la question fondatrice du rapport entre liberté et égalité. La hantise de la prévention, de la transparence et de l'exclusion, érigée en idéologies dans un mouvement général de demande de sécurité et de peur du conflit, a favorisé la judiciarisation des rapports sociaux et une extension du contrôle social, au prix d'un escamotage général du souci de la liberté.

Il y a des sarkozystes de gauche, on pourrait presque vous qualifier d'antisarkozyste de droite. Sommes-nous en train de changer de paradigme ? J'espère ma critique plus constructive et nuancée qu'une simple position « anti ». Cela dit, on ne change pas de paradigme, mais la main tendue aux experts, l'appel aux noms les plus rentables de l'opposition, la facilité de leur débauchage qui témoigne de l'extraordinaire capacité de persuasion du président ont entraîné un gommage sans précédent des repères qui permettaient en république de situer la droite par rapport à la gauche. Toutes les composantes du credo républicain qui dessinaient les contours singuliers de la démocratie française sont affectées : l'égalité devant la loi avec la discrimination positive, la laïcité avec les thèses défendues dans le livre longuement mûri qui s'intitule « Témoignage », la doctrine de l'intégration à travers la dangereuse ambiguïté du concept d'identité, jusqu'à la séparation des pouvoirs avec l'accaparement de tous les pouvoirs par un président qui peut dissoudre l'Assemblée alors qu'elle ne peut pas le renverser, un Premier ministre aux ordres, une magistrature intimidée.

C'est aussi vieux que la V^e République, non ?

Le fait que l'inceste existe n'autorise pas à le normaliser ! Cela étant, la Constitution de la V^e République

L'été est le temps d'une réflexion apaisée, plus profonde, sur nous-mêmes, notre société et les forces politiques qui l'animent. Deux ans après l'élection de Nicolas Sarkozy, « Le Point » vous propose une série d'entretiens avec des intellectuels sur l'état de la France et de la vie politique.

est un prince PDG »

a réalisé, non sans accidents de parcours, le moins mauvais équilibre possible entre la fidélité monarchique et l'individualisme du peuple français. La tentation monarchiste a toujours été compensée par la vigueur d'un surmoi républicain.

Pouvez-vous expliquer en quoi les principes républicains sont menacés aujourd'hui ?

S'agissant de l'égalité devant la loi, par exemple, le principe de réciprocité ne fonctionne plus : le jeu n'est plus égal pour tous. D'où l'exaspération des demandes sociales et des ressentiments, la montée du phénomène de « frustration relative » cher à Tocqueville et les replis que cela engendre. À l'arrivée, le doute s'installe et nous assistons à l'émergence d'une société d'indifférence. Sur la laïcité, je ne vous fais pas un dessin.

Justement, Nicolas Sarkozy a rectifié le tir avec sa prise de position contre la burqa. Le croyez-vous incapable de changer ?

Il me semble, de façon plus générale et significative, qu'il est actuellement en retrait sur ses positions concernant la laïcité positive. Je ne désespère ni de son intelligence ni de son pragmatisme. Mais vous conviendrez que cela fait cher de l'heure de pédagogie...

En somme, ce n'est pas sa gestion que vous reprochez au président mais son incapacité à incarner, à porter, le roman national ?

Je crois qu'il est sinon incapable, en tout cas peu soucieux de prendre en charge la culture républicaine, peut-être parce qu'il la considère comme révolue.

Pourquoi l'appétit de pouvoir que vous lui prêtez ne rencontre-t-il aucune résistance ?

Incapable de s'adapter à la demande sociale et politique, la gauche répond par un discours éculé et tombe dans le même piège du « monde nouveau » qui saisit notre société dans chaque période de crise. Par exemple, elle reprend le discours des jeunes contre les vieux - « ils ont des droits sur nous ». En réalité, ce discours, symétrique de celui des anciens combattants, est le plus réactionnaire qui soit. De même, le PS cède aux sirènes les plus antinomiques de l'idée républicaine qui sont celles de la démocratie participative dont Pierre Rosanvallon est le théoricien consacré. Or la démocratie participative prétend se passer des institutions, mais en même temps elle fonctionne sur saisine du pouvoir. C'est le pouvoir qui sollicite, qui pose les questions. L'impulsion va du sommet à la base, rarement en sens inverse. À l'arrivée, on aboutit, toute révérence gardée, à une sorte de « Führerprinzip », que l'on voit s'imposer dans notre

société à tous les niveaux. S'il y a eu une rébellion contre la réforme de l'université, c'est parce qu'on confiait tous les pouvoirs à des quasi-PDG. La même mécanique va s'appliquer à l'hôpital. Alors certes, nous ne sommes pas en dictature, mais nous entrons, sans y prendre garde, dans la logique de l'arbitraire.

Vous charriez un peu, non ?

Nos sociétés heureuses sont quand même des démocraties ! Même s'ils ne vont pas jusqu'au bout de leur tâche, les médias existent. Mais nous connaissons une fragilisation incroyable de nos libertés publiques face à ce que François Ewald appelle l'« évidence sécuritaire ».

Croyez-vous, comme beaucoup d'observateurs, que le PS a renoncé à exercer le pouvoir au niveau national pour conserver ses fiefs locaux ?

Non, mais je crois que son ambition de ne pas déclarer forfait est parfaitement disproportionnée par rapport à l'audience et au crédit de ses dirigeants. La seule à avoir un discours alternatif, Ségolène Royal, est parfaitement en phase avec Nicolas Sarkozy sur la question du modèle républicain. En Europe, l'Etat-nation français est celui qui a subi le plus violemment le choc de la mondialisation, dans ses institutions, son système scolaire et sa vision de la société. La conséquence, c'est que nous sommes le seul pays au monde qui remette en question l'intégralité de son modèle. Or c'était bien le projet des deux candidats à la présidentielle, en tout cas avant la crise.

Si le « lyrisme républicain » n'est pas le point fort de Nicolas Sarkozy, lui reconnaissez-vous un certain pragmatisme ?

Je ne suis guère tenté par le pragmatisme de César Borgia qui pacifie la Romagne et fait porter le chapeau à un malheureux qu'il fait exécuter en place publique. Et les citoyens, dit Machiavel, contemplant ce spectacle, se retirent « satisfaits et stupides ». Une démocratie suppose un peuple qui ne soit ni satisfait ni stupide.

A vous écouter, l'avenir est plutôt sombre.

Nous avons un projet formidable qui a été celui des Lumières. Au moment où on nous envie le modèle universaliste qui en est issu, nous sommes en train d'y renoncer. Cela dit, je crois que ce que j'appelle le surmoi républicain demeure puissant. Comme le disait Braudel, le propre des sociétés est que, tels des fleuves qui débordent, elles retournent dans leur lit après l'avoir quitté. Les cultures finissent toujours par se venger. J'aimerais ne pas attendre trop longtemps ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISABETH LÉVY

Dernier ouvrage paru : « La société d'indifférence », Plon, 2009.



Critique. Professeur à Sciences po, éditorialiste au « Figaro » et chroniqueur à France Culture, Alain-Gérard Slama reproche au chef de l'Etat d'aggraver la dépolitisation de la société.